N° C 21.214

DAUH/SPEU/FT

Rapporteur : Mme Besserve

Aménagement du territoire – Plan Local d'Urbanisme intercommunal – Chavagne et Noyal-Châtillon-sur-Seiche – Proposition de périmètre délimité des abords autour des Monuments Historiques – Avis

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

La séance est ouverte à 18h33.

**Présents :** 001 AFFILE Gwendoline, 003 APPERE Nathalie, Annick, 006 BENTZ-FONTANEL Nathalie, 007 BESSERVE Laurence, 009 BINARD Valérie, 011 BOUCHER Nicolas (jusqu'à 19h40), 014 BOULOUX Mickaël, 016 BRIERO Lénaïc, 017 CAILLARD Michel, 018 CAREIL Benoît, 020 CASACUBERTA PALMADA Montserrat, 021 CHAPELLON Didier, 023 CHEVANCE Christophe, 024 CHOUAN André, 026 COMPAGNON Charles, 027 CRESSARD Antoine, 028 CROCQ André, 029 DAUCE Henri, 030 DAVID Claudine, 031 DEHAESE Olivier, 032 DEMOLDER Michel, 034 DEPOUEZ Hervé, 035 DESMOTS Xavier, 036 DUCAMIN Marie, 037 EON Pierre, 038 FAUCHEUX Valérie, 039 FOUILLERE Christophe, 040 GALIC Sylvie, 042 GAUTIER Nadine, 043 GOATER Jean-Marie, 045 GOMBERT Jean Emile, 046 GUERET Sébastien, 047 GUILLOTIN Daniel, 048 HAKNI-ROBIN Béatrice (jusqu'à 19h30), 049 HAMON Laurent, 050 HERVE Pascal, 051 HERVE Marc, 052 HOUSSIN René-François, 053 HUAUME Yann, 054 ID AHMED Zahra, 055 JEANVRAIN Mathieu, 056 JEHANNO Anaïs, 057 KERMARREC Alain, 059 LABBE Stéphane, 060 LAHAIS Tristan, 061 LE BIHAN Thierry, 062 LE BOUGEANT Didier (jusqu'à 20h35), 063 LE FLOCH Anne, 064 LE GALL Josette, 065 LE GENTIL Morvan, 069 LENORMAND Monique, 070 LOUAPRE Françoise, 072 MAHEO Aude, 075 MONNIER Jean-François, 076 MOREL Cyrille, 077 MORVAN Franck, 079 NOISETTE Nadège, 083 PETARD-VOISIN Chantal, 085 PINCHARD Jacques, 087 PRIGENT Alain, 089 PRONIER Valériane, 090 PUIL Honoré, 093 ROUAULT Jean-Claude, 094 ROUGIER Gaëlle (à partir de 20h12), 095 ROULLE Patrick, 096 ROUSSET Emmanuelle, 098 RUELLO Jacques, 099 SALMON Philippe, 100 SAVIGNAC Jean-Pierre, 101 SCHOUMACKER Eve, 102 SEMERIL Sébastien, 103 SICOT Philippe, 104 SIMON Luc, 105 STEPHAN Arnaud, 107 THEURIER Matthieu, 111 YVANOFF Daniel, 112 ZAMORD Priscilla.

**Ont donné procuration** : 002 ANDRO Rozenn à 060 LAHAIS Tristan, 004 ARMAND Régine à 098 RUELLO Jacques, 005 BECHET à 055 JEANVRAIN Mathieu, 008 BETTAL Khalil à 093 ROUAULT Jean-Claude, 011 BOUCHER Nicolas à 054 ID AHMED Zahra (à partir de 19h40), 012 BOUCHONNET Iris à 105 STEPHAN Arnaud, 013 BOUKHENOUFA Flavie à 051 HERVE Marc, 019 CAROFF-URFER Sandrine à 045 GOMBERT Jean Emile, 022 CHEVALIER Marion à 099 SALMON Philippe, 025 COCHAUD Yannick à 087 PRIGENT Alain, 033 DENIAUD Marion à 035 DESMOTS Xavier, 041 GANDON Carole à 027 CRESSARD Antoine, 044 GOBAILLE Françoise à 100 SAVIGNAC Jean-Pierre, 048 HAKNI-ROBIN Béatrice à 016 BRIERO Lénaïc (à partir de 19h30), 058 KOCH Lucile à 112 ZAMORD Priscilla, 066 LEBOEUF Valérie à 061 LE BIHAN Thierry, 067 LEFEUVRE Gaël à 072 MAHEO Aude, 068 LEGAGNEUR Jean-Marc à 102 SEMERIL Sébastien, 071 MADIOT Morgane à 065 LE GENTIL Morvan, 073 MARIE Anabel à 039 FOUILLERE Christophe, 074 MONNIER Daniel à 111 YVANOFF Daniel, 078 NADESAN Yannick à 032 DEMOLDER Michel, 080 PAPILLION Cécile à 065 LE GENTIL Morvan, 081 PARMENTIER Mélina à 034 DEPOUEZ Hervé, 082 PELLERIN Isabelle à 102 SEMERIL Sébastien, 084 PINAULT Pascal à 111 YVANOFF Daniel, 086 POLLET Matthieu à 077 MORVAN Franck, 088 PRIZE Laurent à 014 BOULOUX Mickaël, 091 QUEMENER Aurélie à 038 FAUCHEUX Valérie, 094 ROUGIER Gaëlle à 107 THEURIER Matthieu (jusqu'à 20h12), 097 ROUX Catherine à 031 DEHAESE Olivier, 106 THEBAULT Philippe à 028 CROCQ André, 108 TONON Selene à 039 FOUILLERE Christophe, 109 TRAVERS David à 016 BRIERO Lénaïc, 110 VINCENT Sandrine à 053 HUAUME Yann.

**Absents/Excusés :** 010 BONNIN Philippe, 015 BRETEAU Pierre, 092 REMOISSENET Laetitia.

M. LAHAIS est nommé secrétaire de séance.

Le Conseil constate que les dispositions législatives concernant la convocation en date du 10 décembre 2021 et la note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération ont bien été remplies et le procès-verbal de la séance du 18 novembre 2021 est lu et adopté.

La séance est levée à 21h31.

*Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains ;*

*Vu la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016, relative à la Liberté de la Création, à l’Architecture et au Patrimoine ;*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-57 et L.5217-2 ;*

*Vu le Code du Patrimoine et notamment ses articles L. 621-30 et suivants, R. 621-30 et suivants et R. 621-92 à R. 612-95 ;*

*Vu le décret n° 2014-1602 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée "Rennes Métropole" ;*

*Vu l'arrêté préfectoral du 4 juin 2018 portant statuts de la métropole "Rennes Métropole" ;*

*Vu la délibération n° C 14.325 du 25 septembre 2014 relative aux orientations et au cadre d’intervention de la métropole ;*

*Vu la délibération n° C 19.172 du 19 décembre 2019 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;*

Vu l'inscription au titre des monuments historiques du Manoir de la Sillandais à Chavagne en date du 24 septembre 2020 ;

Vu la procédure en cours d'inscription au titre des monuments historiques de l'Église Saint-Léonard à Noyal-Châtillon-sur-Seiche ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Chavagne du 12 juillet 2021 donnant un avis sur le projet de périmètre délimité des abords proposé par l'Architecte des Bâtiments de France ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Noyal-Châtillon-sur-Seiche du 8 juin 2021 donnant un avis sur le projet de périmètre délimité des abords proposé par l'Architecte des Bâtiments de France ;

*Vu les projets de l'Architecte des Bâtiments de France du 23 avril 2021 proposant un périmètre délimité des abords pour chacun de ces monuments ;*

*Vu les pièces du dossier.*

EXPOSE

La protection des abords d’un monument historique s'applique automatiquement dès son inscription ou son classement à tout immeuble bâti ou non, situé sur une parcelle incluse pour tout ou partie dans le périmètre de 500 m du monument protégé. Pour les autorisations d'urbanisme relatives à ces parcelles, l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (ABF) doit être conforme dans le cas d'une covisibilité entre le bâtiment et le monument. Ces périmètres de protection sont annexés au Plan Local d’Urbanisme, au titre des servitudes d’utilité publique.

Toutefois, la possibilité de modifier le périmètre des abords d’un monument historique a été introduite par l’article 40 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains, dite loi SRU, du 13 décembre 2000 afin que les immeubles qui forment un ensemble cohérent avec un monument historique, ou qui sont susceptibles de contribuer à sa conservation ou à sa mise en valeur, soient protégés. La modification de ce périmètre peut être une extension ou une réduction selon le contexte architectural, urbain et paysager.

La loi relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine, dite loi CAP, promulguée le 7 juillet 2016, a prévu de nouvelles dispositions en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager et notamment pour les périmètres délimités des abords (PDA) créés autour des monuments historiques. Au sein de ces périmètres, la notion de covisibilité n'existe plus. Les avis de l'ABF sont conformes puisque le périmètre est adapté en cohérence avec le contexte architectural, urbain et paysager.

L’article L. 621-31 du Code du Patrimoine dispose que « le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l’article L. 621-30 est créé par décision de l’autorité administrative, sur proposition de l’ABF, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l’affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées et accord de l’autorité compétente en matière de plan local d’urbanisme".

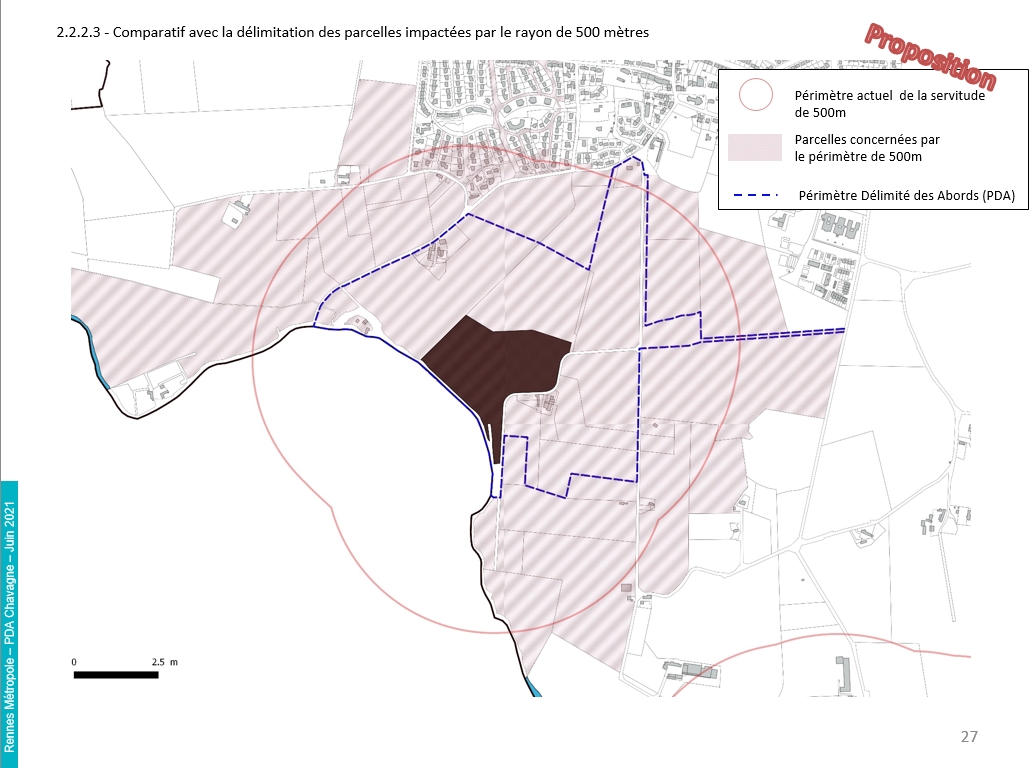
Sur la base de ces éléments, deux PDA sont en cours d'élaboration sur le territoire de Rennes Métropole :

* L'un concerne le Manoir de la Sillandais à Chavagne, inscrit à l’inventaire supplémentaire des monuments historiques en date du 24 septembre 2020 : le logis en totalité, la fuie et la chapelle en totalité, les douves, les façades et toitures des communs et le sol d’assiette des parcelles 26, 27, 28 et 128 avec les alignements d’arbres. Il a vocation à remplacer l'actuelle servitude de 500m autour de cet ensemble protégé ;
* L'autre concerne l'Église Saint-Léonard à Noyal-Châtillon-sur-Seiche en voie d'inscription à l’inventaire des monuments historiques.

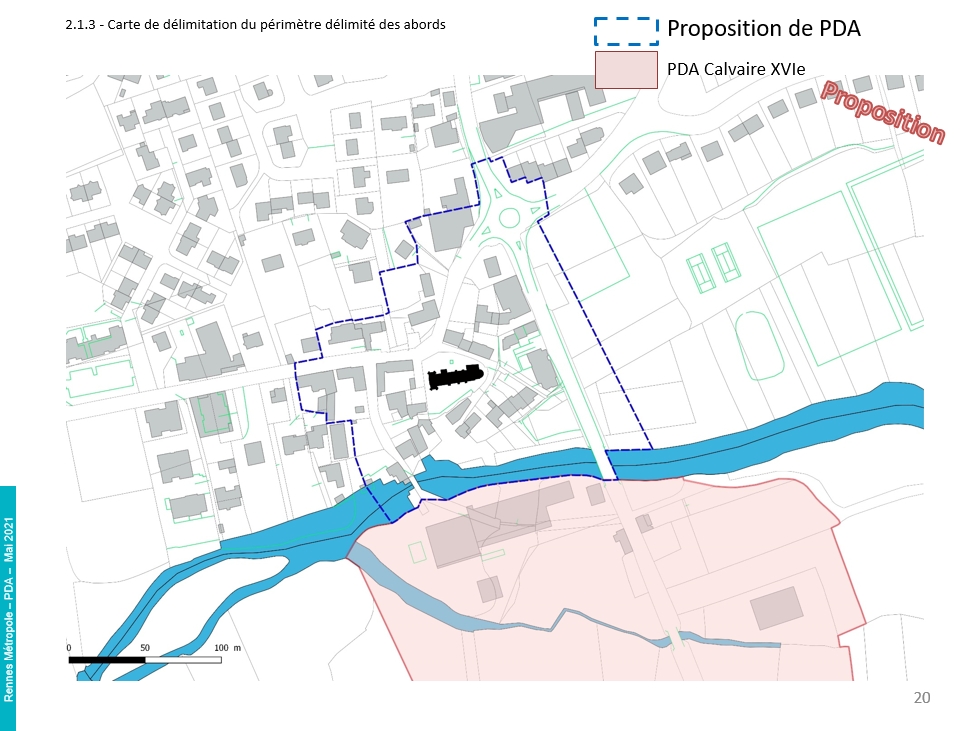
Pour mener à bien la délimitation de PDA prenant en compte la réalité historique et paysagère du terrain, un travail a été réalisé conjointement entre chaque commune, l’ABF et Rennes Métropole, en s’appuyant sur l’expertise d’un bureau d’étude spécialisé sur les questions patrimoniales, paysagères et urbanistiques.

Sur la base de l'étude réalisée, l'ABF propose pour chaque Monument Historique la mise en place d'un périmètre délimité des abords tel que défini sur chaque plan suivant :

**Chavagne : projet de PDA autour du Manoir de la Sillandais**



**Noyal-Châtillon-Sur-Seiche : projet de PDA autour de l'Église Saint-Léonard**



Chaque commune a donné un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords la concernant :

* À Chavagne, lors du Conseil Municipal du 12 juillet 2021 ;
* À Noyal-Châtillon-Sur-Seiche, lors du Conseil Municipal du 8 juin 2021.

Suite à l'avis du Conseil métropolitain, une enquête publique unique est prévue sur ces deux projets de PDA et le projet de modification générale n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi). Cette procédure sera menée par Rennes Métropole en tant qu'autorité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme. Suite à l’avis de la commission d’enquête et des éventuelles adaptations qui en découleraient, et après arrêtés préfectoraux créant ces deux PDA, il est prévu de verser les PDA au dossier de PLUi lors de l'approbation de la modification n° 1 du PLUi.

Après avis favorable du Bureau du 2 décembre, le Conseil est invité à :

* se prononcer favorablement sur les propositions des deux périmètres délimités des abords autour des monuments concernés et tels que présentés dans la présente délibération ;
* dire que cette délibération sera notifiée à Mesdames et Messieurs les Maires des communes concernées, ainsi qu'à Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine ;
* dire que cette délibération fera l'objet d'un affichage à l'Hôtel de Rennes Métropole et dans les mairies des communes concernées pendant un mois.

**o O o**

**Après en avoir délibéré, le Conseil, à l'unanimité,**

* se prononce favorablement sur les propositions des deux périmètres délimités des abords autour des monuments concernés et tels que présentés dans la présente délibération ;
* dit que cette délibération sera notifiée à Mesdames et Messieurs les Maires des communes concernées, ainsi qu'à Monsieur le Préfet d'Ille-et-Vilaine ;
* dit que cette délibération fera l'objet d'un affichage à l'Hôtel de Rennes Métropole et dans les mairies des communes concernées pendant un mois.